

PLF 2027

-176 EMPLOIS À LA DGFIP ! NON, NOUS NE SABRERONS PAS LE CHAMPAGNE

Les projets de budgets 2027 ont été présentés en conseil des ministres et les discussions parlementaires débiteront le 13 octobre. L'objectif du gouvernement est de ramener le déficit à 5 % du PIB, non pas en augmentant les recettes mais une fois encore en réduisant les dépenses. Le 1er ministre nous assure que tout le monde participera à l'effort collectif, mais le PLF nous prouve le contraire !

TOUJOURS MOINS DE FONCTIONNAIRES, TOUJOURS MOINS D'AGENTES ET D'AGENTS DE LA DGFIP !

Comme depuis plusieurs années déjà, l'effort pour réduire le déficit à 5 % reposera sur les fonctionnaires et les services publics. Ce sont 1076 emplois qui seront supprimés dans la fonction publique d'État : les agences de l'État, les ministères de l'Agriculture, de la Transition écologique et de l'Économie seront les plus impactés.

Concernant notre ministère, la DGFIP continue d'être la plus dépouillée avec 176 suppressions d'emplois annoncées. Contrairement au Ministère, nous ne sommes pas enthousiastes devant ce chiffre qui se cumule aux 34 000 suppressions d'emplois depuis 2008. Cela va continuer à dégrader nos conditions de travail et l'exercice de nos missions, puisque les crédits de fonctionnement sont également en baisse.

GEL DU POINT D'INDICE ET RETRAITES DES FONCTIONNAIRES JETÉES EN PÂTURE !

Le point d'indice sera, pour la quatrième année consécutive, gelé. Rappelons que depuis 2017, la valeur du point n'a progressé que d'environ 5 %, quand l'inflation cumulée atteindra 24 % en fin d'année. Après la journée de grève du 29 septembre, un rendez-vous salarial avec les organisations syndicales de la fonction publique a eu lieu avec une seule proposition du ministre : passer le pied de grille de 366 à 372. Cela ne changera donc rien pour les fonctionnaires concernés puisqu'ils seront toujours au SMIC mais sans l'indemnité différentielle.

En toute discrétion, un article du PLF 2027 prévoit de rendre visible la part des budgets ministériels dédiée aux pensions afin de montrer le taux de cotisations « élevés » et donc le « besoin d'équilibre » du régime des pensions. Derrière cet article de forme, c'est un moyen de stigmatiser les retraites de la fonction publique pour montrer qu'une partie importante des budgets des ministères ne va pas directement aux services publics mais sert à payer les retraites des fonctionnaires !

TOUR DE VIS POUR LES RETRAITÉS, LES PRÉCAIRES ET LES MALADES

Ce PLF 2027 considère les retraités touchant une pension de 1260 euros comme riches, puisque seules les retraites en-dessous suivront l'inflation. Pour celles entre 1260 et 2034 euros, elles seront a priori sous-indexées, c'est-à-dire qu'elles augmenteront mais moins vite que l'inflation. De plus, le plafond pour bénéficier de l'abattement fiscal de 10% dont bénéficient les retraités sera abaissé.

Les plus précaires sont aussi dans le viseur puisque l'allocation de rentrée scolaire aura un coup de rabot de 600 millions d'euros et les APL et les prestations familiales seront gelées. Les malades, accidentés du travail et les plus vulnérables seront une nouvelle fois la cible de choix du gouvernement : baisse des remboursements de médicaments, baisse des indemnités d'accidents du travail et de maladies professionnelles, augmentation des franchises médicales...

Sans oublier que la majorité de la population verra sur de très nombreux produits une augmentation de la TVA. Rappelons que selon l'INSEE, la TVA représente 12 % des revenus des 10 % des ménages les plus modestes, contre 5 % des revenus des 10 % des ménages les plus riches.

PLF 2027 : LE TRIOMPHE DE L'INJUSTICE

Malgré l'explosion des inégalités de revenus et de patrimoine, les plus aisés ne seront pas soumis à l'effort collectif comme le prétend le 1^{er} ministre et pire, de nouveaux cadeaux fiscaux leur sont accordés : la surtaxe sur les grandes entreprises sera réduite de 2,5 milliards d'euros ; la mise en place du plan « transmission 2027 » qui permettra une réduction des droits de succession pour les plus fortunés, les niches fiscales bénéficiant aux plus grandes fortunes sont maintenues comme c'est le cas pour le pacte Dutreil, tout comme les niches fiscales climaticides.

L'HEURE EST LOIN D'ÊTRE À LA FÊTE MAIS BIEN À LA MOBILISATION POUR EXIGER LA JUSTICE FISCALE, SOCIALE ET ENVIRONNEMENTALE